

Plogoff : pour EDF, la Bretagne doit accepter sa part du nucléaire

La future centrale permettra, disent ses responsables, de combler en partie l'écart entre la production et la consommation régionales

Après la grande manifestation de dimanche, le « rideau » est retombé à Plogoff. L'enquête d'utilité publique sur la future centrale nucléaire continue pourtant de s'y dérouler dans les mêmes conditions absurdes : registres déposés sous bonne garde, dans des mairies annexes roulantes, elles-mêmes placées sous la « surveillance » des habitants de Plogoff qui, hier après-midi, ont eu un nouvel accrochage violent avec les forces de l'ordre. Les Bretons refusent la centrale. EDF et l'Etat veulent la leur imposer.

Au nom d'impératifs économiques : la Bretagne consomme plus d'électricité qu'elle n'en produit. Et de la solidarité nationale : chaque région de France doit accepter de payer son « tribut » au nucléaire. Nous exposons ci-dessous les principaux arguments d'EDF. Demain, nous présenterons les grandes lignes du projet Alter breton, fondé sur le recours aux énergies renouvelables, imaginé par les écologistes comme une alternative au plan énergétique officiel conçu pour la Bretagne.

Le 19 décembre 1978, à 8 h 27, une ligne à haute tension disjoncte quelque part entre Béréaumont et Crenéy, dans le nord-est de la France. La panne se répercute en cascade sur la quasi-totalité du réseau. Les trois quarts du pays sont plongés dans l'obscurité. Si le réseau a « flanché », expliquent alors les responsables d'EDF, c'est bien sûr qu'il a été surchargé. Et si la panne a été générale, c'est parce qu'on impose à ce réseau de transporter de trop grandes quantités d'électricité entre les régions excédentaires de l'Est et les régions déficitaires de l'Ouest. Conclusion d'EDF : il faut accélérer la mise en chantier des centrales nucléaires et assurer une meilleure répartition des moyens de production et des centres de consommation afin de régler le problème du transport de l'énergie. L'Ouest en général et la Bretagne en particulier sont au cœur du problème : c'est là que le déséquilibre production/con-

sommation est le plus criant.

En 1978, fait valoir EDF, les quatre départements bretons ont consommé 6 083 millions de kilowatts-heure alors qu'ils n'en ont produit que 1 049 millions, soit à peine 20 %. Les principales unités de production sont constituées par la centrale nucléaire des monts d'Arrée (Brennilis), l'usine marémotrice de la Rance et le barrage de Guerlédan. « Insuffisant. » « La situation impose le renforcement de la situation locale afin de limiter le coût du transport. » C'est-à-dire notamment l'implantation de centrales nucléaires.

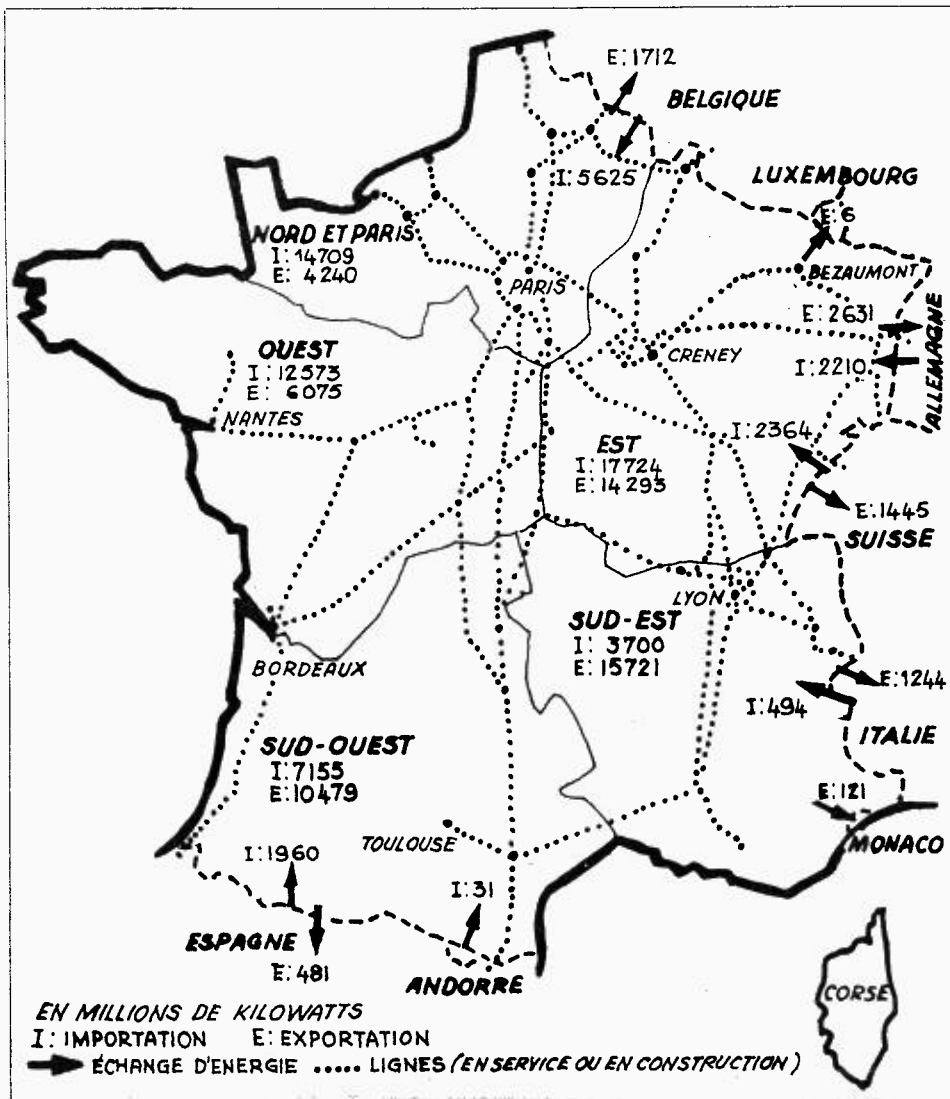
Deux sites ont été retenus : Plogoff et Ploumoguer. Et tous deux sont situés dans le Finistère. Le département qui arrive en tête de la consommation d'électricité en Bretagne. Avec 1918 millions de kWh consommés en 1978 contre 1 189 millions pour les Côtes-du-Nord, 1 310 pour le Morbihan et 1 664 pour l'Ille-

et-Vilaine. Parmi les gros consommateurs du Finistère, figurent notamment les papeteries, les activités agro-alimentaires (élevages, abattoirs, conserveries et salaisons) et l'arsenal de Brest. Enfin, la plupart des activités locales (sauf l'arsenal et les industries chimiques) sont de plus en plus « gourmandes ». Globalement, la consommation a augmenté de 8 % entre 1977 et 1978, et encore de 7,6 % entre 1978 et 1979.

Bref, les dirigeants d'EDF et les divers responsables du programme électro-nucléaire français ne manquent pas d'arguments chiffrés à opposer aux adversaires de la centrale de Plogoff.

« Pensez-vous que l'on puisse continuer longtemps encore à construire des centrales nucléaires dans les seules régions de tradition industrielle, c'est-à-dire dans la moitié est du territoire, là où l'opinion les accepte, et que l'on doive continuer à transporter le courant vers les régions d'industrialisation récente, qui refusent ces centrales ? », s'interrogeait le PDG d'EDF, Marcel Boiteux, dans une interview accordée au *Matin* (30 janvier 1979). Et Marcel Boiteux de fournir lui-même la réponse : « Il est évident que non. Il faudra bien un jour rééquilibrer la production et la consommation. »

« Actuellement, disait-il, des élus peuvent refuser en toute impunité une centrale nucléaire. Cela n'a pas de conséquences financières pour leurs administrés (...) Si nous avons des difficultés durables dans la moitié ouest, il faudra bien adapter le réseau de transport, construire des centrales à charbon, ce qui n'est pas la solution la plus économique, et appliquer des



Ci-dessus, la carte du réseau français de lignes à haute tension. Un réseau dense à l'est et peu serré à l'ouest. Grâce à l'interconnexion des lignes, il permet d'acheminer l'électricité des régions à forte production vers celles qui, comme la Bretagne, sont loin de subvenir à leur consommation.

tarifs plus élevés dans l'Ouest que dans l'Est. » Le pouvoir a depuis inversé cette hypothèse qui avait soulevé un tollé, et envisage d'instaurer des réductions de tarifs aux collectivités prêtes à accueillir une centrale sur leur territoire.

Mais ni la carotte ni le bâ-

ton ni les arguments politiques (le nucléaire est un choix national) et économiques (l'évocation des « retombées » du chantier et des installations), ne semblent pas de nature à convaincre les « irréductibles » du cap Sizun. A Paris et à Plogoff, on ne parle visiblement pas le même langage. Et, surtout,

on ne parle pas de la même chose. Le refus des habitants de Plogoff n'est pas seulement celui du nucléaire : c'est aussi et peut-être d'abord celui d'un bouleversement profond de tout ce qui forme le « tissu » social et le « ciment » d'une communauté.

J.-G. G.

La centrale en chiffres

C'est à l'extrémité du cap Sizun, dans le Finistère, qu'EDF projette d'implanter la centrale nucléaire de Plogoff. Elle comportera quatre tranches de 1 300 MW chacune. Les réacteurs sont de type PWR. Il faudra creuser les falaises pour y construire la plate-forme sur laquelle sera posée la centrale. A terre, la surface du site représente 107 ha. Sur le domaine public maritime, 77 ha seront nécessaires. Le coût de la centrale est estimé à 13 milliards 200 millions.

Les bâtisseurs de la bergerie condamnés

Deux membres du Groupement foncier agricole (GFA) de Plogoff, propriétaire d'une partie des terrains convoités par EDF, ont été condamnés hier par le tribunal de grande instance de Quimper. Et ce pour avoir construit sans permis la bergerie de la lande de Feuntennod où se sont installés hier, en présence de plus de 20 000 manifestants, un berger et ses moutons. Les responsables du GFA ont été condamnés à 400 F d'amende chacun et à la destruction de la bergerie.

NUCLEAIRE Une centrale dans la Vienne ?

Les services d'EDF et du ministère de l'Industrie vont entreprendre des études en vue de l'implantation éventuelle d'une centrale nucléaire dans le département de la

Vienne. C'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Economie, René Monory, au cours d'une séance du conseil général de ce département, dont il assure la présidence. Si les études se révèlent positives, la centrale pourrait être construite dans le sud de la Vienne, entre Chauvigny et Montmorillon.

Cette information n'a donné

lieu à aucune prise de position particulière au sein de l'assemblée départementale.

VENDEZ, ECHANGEZ
tout ce que vous désirez
grâce aux petites annonces du MATIN